

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

IP/Q2/CZE/1

21 janvier 1997

(97-0205)

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

EXAMEN DES LEGISLATIONS SUR LES MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE, LES INDICATIONS GEOGRAPHIQUES ET LES DESSINS ET MODELES INDUSTRIELS

République tchèque¹

Le présent document contient le texte de l'exposé introductif présenté par la délégation de la République tchèque lors de l'examen des législations sur les marques de fabrique ou de commerce, les indications géographiques et les dessins et modèles industriels effectué par le Conseil à la réunion qui a eu lieu du 11 au 15 novembre 1996², ainsi que le texte des questions qui ont été posées et les réponses qu'elle a données.

I. EXPOSE INTRODUCTIF

Notre pays est membre de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle depuis 1919, de l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques depuis 1919, de l'Arrangement de Madrid concernant la répression des indications de provenance fausses ou fallacieuses sur les produits depuis 1921 et de l'Arrangement de Lisbonne concernant la protection des appellations d'origine et leur enregistrement international depuis 1966. Il est également partie contractante à l'Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et des services aux fins de l'enregistrement des marques et de l'Arrangement de Locarno instituant une classification internationale pour les dessins et modèles industriels.

Cette année, la République tchèque est devenue membre du Traité sur le droit des marques et du Protocole relatif à l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques.

La République tchèque a présenté sa notification nonobstant les dispositions du paragraphe 3 de l'article 65 qui permettent de différer pendant une période de quatre ans la date d'application des dispositions de l'Accord sur les ADPIC pour les pays en voie de transformation en une économie de marché. La République tchèque est d'avis que sa législation nationale ne requiert pas de surseoir à l'application des dispositions pertinentes de l'Accord sur les ADPIC.

¹Pour ce qui est des lois et réglementations portant sur les domaines en cours d'examen, qui ont été notifiés par la République tchèque au titre de l'article 63:2 de l'Accord, il y a lieu de se reporter aux documents IP/N/1/CZE/1, IP/N/1/CZE/T/1, IP/N/1/CZE/G/1 et IP/N/1/CZE/I/1-2.

²Le compte rendu de la réunion a été distribué sous couvert du document IP/C/M/11.

La nouvelle Loi sur les marques de fabrique ou de commerce reproduite dans le document IP/N/1/CZE/T/1 est entrée en vigueur en République tchèque le 1er octobre 1995. Cette loi tient compte de nos obligations au regard de l'Accord sur les ADPIC et est fondée sur la directive du Conseil de la CE dans ce domaine.³ Avec l'adoption de cette loi, la réforme législative du système tchèque de protection de la propriété industrielle est achevée. La Loi sur la protection des appellations d'origine des produits est reproduite dans le document IP/N/1/CZE/G/1. La Loi sur les inventions, les dessins ou modèles industriels et les propositions de rationalisation qui régleme la protection des dessins et modèles industriels figure dans le document IP/N/1/CZE/I/1. Je souhaite également rappeler que la République tchèque a communiqué par écrit le contenu d'autres lois et règlements relatifs à la protection de la propriété industrielle (voir document IP/N/1/CZE/1).

Les lois tchèques susmentionnées nous paraissent compatibles avec l'Accord sur les ADPIC dans le domaine des marques de fabrique ou de commerce, des indications géographiques et des dessins et modèles industriels. Elles prévoient en outre un niveau de protection plus élevé que celui requis par l'Accord sur les ADPIC.

II. REPONSE A LA QUESTION GENERALE CONCERNANT LES DROITS DE PRIORITE⁴

1. **Votre pays reconnaît-il un droit de priorité sur la base d'une demande d'enregistrement de marque antérieure déposée par le ressortissant d'un Membre de l'OMC dans un autre pays Membre de l'OMC?**

La République tchèque reconnaît un droit de priorité sur la base d'une demande d'enregistrement de marque antérieure déposée par le ressortissant d'un Membre de l'OMC dans un autre pays Membre de l'OMC conformément au paragraphe 2 de l'article 6 de la Loi tchèque n° 137 sur les marques de fabrique ou de commerce, entrée en vigueur le 1er octobre 1995, et aux dispositions relatives à son accession à l'OMC.

III. REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LA COMMUNAUTE EUROPEENNE ET SES ETATS MEMBRES

1. **La République tchèque pourrait-elle expliquer comment la définition de l'appellation d'origine figurant dans sa législation satisfait aux critères énoncés à l'article 22:1 de l'Accord sur les ADPIC?**

Conformément aux dispositions de l'article premier de la Loi tchèque sur la protection des appellations d'origine des produits (n° 159/1973 du Recueil des lois), on entend par appellation d'origine des produits un nom de pays, de région ou de localité généralement connu comme désignant un produit qui en est originaire et dont les qualités et caractéristiques sont dues exclusivement ou essentiellement à l'environnement géographique, y compris les facteurs naturels ou humains. Cette définition satisfait aux critères énoncés à l'article 22:1 de l'Accord sur les ADPIC car elle fait intervenir des notions identiques. Dans les deux cas, il s'agit d'une indication désignant un nom de pays, de région ou de localité apposée sur un produit originaire de la région, de la localité ou du pays en question et qui est caractérisé par des propriétés, une qualité, une réputation ou d'autres traits pouvant être attribués essentiellement à cette origine géographique. La définition tchèque est plus détaillée en ce sens qu'elle fait expressément référence aux facteurs humains et naturels.

³Document IP/N/1/EEC/T/1.

⁴A la réunion du Conseil des ADPIC, qui s'est tenue du 11 au 15 novembre 1996, les Membres sont convenus de répondre à cette question dans le cadre du présent examen (document IP/C/M/11, paragraphe 43).

2. Le gouvernement de la République tchèque pourrait-il préciser si la législation nationale prévoit une protection additionnelle des indications géographiques pour les vins et les spiritueux (article 23 de l'Accord sur les ADPIC)? Dans l'affirmative, veuillez donner des précisions.

La législation actuellement en vigueur en République tchèque permet d'assurer une protection additionnelle des indications géographiques pour les vins et les spiritueux conformément à l'article 23 de l'Accord sur les ADPIC. La Loi sur la protection des appellations d'origine des produits (n° 159/1973 du Recueil des lois) et la nouvelle Loi sur les marques (n° 137/1995 du Recueil des lois) contiennent les dispositions de base en la matière. En vertu de la Loi sur la protection des appellations d'origine des produits, cette protection est assurée suite à l'enregistrement de l'appellation d'origine au registre de l'Office de la propriété industrielle. Nul n'est autorisé à faire un usage abusif d'une appellation d'origine enregistrée; en particulier, nul ne peut se l'approprier ou l'imiter, même si la véritable origine du produit est indiquée ou même si cette appellation est employée en traduction ou sous une forme modifiée, dans les cas où, en dépit de cette différence, il existe un risque de confusion, ou même si cette appellation est accompagnée d'expressions telles que "genre", "type", "imitation", etc. L'appellation d'origine enregistrée ne peut être utilisée comme dénomination générique d'un produit (article 4). Seul le détenteur de droits inscrit au registre est autorisé à utiliser une appellation d'origine enregistrée. Il peut demander au tribunal compétent d'interdire ou de faire cesser toute atteinte à ses droits. La Loi tchèque sur les marques interdit l'enregistrement de signes constitués exclusivement par des indications concernant l'origine géographique des produits. En outre, les indications susceptibles d'induire le public en erreur quant à l'origine géographique des produits ou services ne peuvent pas être enregistrées. La loi permet par ailleurs d'interdire l'enregistrement de toute indication dont l'utilisation serait contraire aux obligations contractées par la République tchèque en vertu d'accords internationaux. Conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 3 de la loi, l'Office refuse d'enregistrer une indication identique à une marque pour laquelle une demande d'enregistrement a été déposée ou qui a été enregistrée au bénéfice d'un autre titulaire ayant un droit de priorité pour des produits ou services identiques ou similaires, par exemple lorsque cette indication contient des éléments d'une indication pour laquelle une demande d'enregistrement a été déposée ou d'une marque enregistrée qui sont de nature à créer une confusion. L'Office radie, à la requête d'une partie intéressée ou de sa propre initiative, une marque enregistrée contrairement aux dispositions de la loi. La République tchèque prévoit les moyens juridiques permettant d'empêcher l'utilisation d'indications géographiques identifiant des vins ou des spiritueux pour des vins et des spiritueux qui ne sont pas originaires du lieu indiqué par les indications géographiques en question; la législation assure également une protection contre la concurrence déloyale en définissant précisément les cas où il y a étiquetage de nature à induire en erreur (article 46 de la Loi n° 513/1991 du Recueil des lois).

3. La législation de la République tchèque assure-t-elle la protection des dessins et modèles de textiles, y compris de mode? Dans l'affirmative, quel en est le fondement juridique et quelles sont les conditions applicables?

Les dispositions de la deuxième partie - articles 36 à 62 - de la Loi sur les inventions, les dessins et modèles industriels et les propositions de rationalisation (n° 527/1990 du Recueil des lois) assurent la protection des dessins et modèles de textiles en République tchèque. Cette protection est assurée aux mêmes conditions que pour l'ensemble des dessins et modèles industriels. La loi ne contient pas de dispositions spécifiques relatives aux dessins et modèles de textiles. Pour être considéré comme un dessin ou modèle industriel, l'objet doit être nouveau et susceptible d'application industrielle. Toute demande de dessin ou modèle industriel est déposée auprès de l'Office de la propriété industrielle pour examen. La protection résulte de l'enregistrement du dessin ou modèle industriel au registre des dessins et modèles industriels de l'Office. Celui-ci fait paraître au Journal officiel un avis relatif à l'enregistrement de chaque dessin ou modèle industriel. La possibilité d'obtenir la protection d'un dessin ou modèle de textile en ce qui concerne l'aspect extérieur n'est pas subordonnée à des conditions

indûment contraignantes pour le déposant. Si un dessin ou modèle de textile est l'oeuvre d'un auteur, il bénéficie également de la protection au titre du droit d'auteur.

4. La durée de la protection prévue par la loi tchèque est de cinq ans (paragraphe 54 de la Loi n° 527/1990 sur les inventions). Elle peut être prolongée par l'Office de la propriété intellectuelle, sur demande du titulaire du dessin ou modèle industriel, pour deux périodes quinquennales au maximum.

- **Les autorités tchèques savent-elles que la disposition concernant la prolongation pour une période de cinq ans n'est compatible avec les dispositions de l'article 26:3 de l'Accord sur les ADPIC que si cette prolongation est accordée automatiquement sur demande du titulaire du droit?**
- **Quelle est la signification exacte de "peut être"?**
- **Quels sont les motifs pour lesquels une telle prolongation pourrait être refusée?**

Les dispositions régissant les dessins et modèles industriels permettent au titulaire d'un dessin ou modèle industriel de bénéficier d'une protection pendant une durée pouvant atteindre 15 ans, soit cinq ans de plus que ce que prescrit l'article 26:3 de l'Accord sur les ADPIC. L'Office de la propriété industrielle prolonge automatiquement la durée de validité initiale d'un enregistrement (cinq ans) si le titulaire en fait la demande. L'Office ne peut refuser cette prolongation et rien ne saurait motiver un refus. Les autorités tchèques ne sont pas vraiment convaincues que ces dispositions soient incompatibles avec l'article 26:3 de l'Accord sur les ADPIC. A leur avis, elles sont plus généreuses que celles de l'Accord sur les ADPIC.

Dans le texte en tchèque faisant foi, l'expression figurant au paragraphe 2 de l'article 54 de la Loi n° 527/1990 du Recueil des lois correspond à "est".

IV. REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LES ETATS-UNIS

Observations générales

Le 1er octobre 1995, une nouvelle Loi sur les marques qui tient compte des obligations découlant de l'Accord sur les ADPIC est entrée en vigueur en République tchèque (n° 137/1995 du Recueil des lois). Cela est important, car la majeure partie des questions posées par les Etats-Unis font référence au texte antérieur (Loi n° 174/1988 du Recueil des lois) qui a été abrogé et qui n'est donc plus applicable. La majorité des questions portant sur les marques sont donc sans objet du fait des dispositions actuellement en vigueur, dont il est tenu compte dans les réponses ci-après:

1. L'article 2 des Dispositions générales énumère les signes pouvant constituer une marque de fabrique ou de commerce. Cette liste ne comprend pas les noms de personne, les chiffres, les lettres ni les couleurs. Veuillez indiquer en quoi cette disposition est compatible avec l'article 15:1 de l'Accord sur les ADPIC.

En matière de marques de fabrique ou de commerce, l'objet de la protection assurée par la législation tchèque est défini positivement de la même manière qu'à l'article 15:1 de l'Accord sur les ADPIC, c'est-à-dire que sont couverts tous les signes illustrables graphiquement comprenant des mots (y compris les noms de personne), des lettres, des chiffres, des dessins (y compris les combinaisons de couleurs) ou la forme du produit ou son emballage, ou une combinaison de ce qui précède, visant à distinguer les produits ou services d'une entreprise de ceux d'autres entreprises.

2. L'article 15:3 de l'Accord sur les ADPIC prévoit que les Membres de l'OMC doivent autoriser le dépôt d'une demande d'enregistrement d'une marque de fabrique ou de commerce avant son usage effectif et précise qu'une telle demande ne sera pas rejetée au seul motif que l'usage projeté de la marque de fabrique ou de commerce n'a pas eu lieu avant l'expiration d'une période de trois ans à compter de la date de son dépôt. Veuillez indiquer en quoi la loi tchèque est compatible avec cette disposition de l'Accord sur les ADPIC.

La loi tchèque ne subordonne pas le dépôt d'une demande à l'usage préalable de la marque. Le dépôt d'une demande n'est pas lié à une telle condition et ne peut donc être refusé au motif qu'il n'y a pas eu usage avant le dépôt de la demande ni à un quelconque moment après le dépôt. Les dispositions en vigueur sont pleinement compatibles avec l'article 15:3 de l'Accord sur les ADPIC. Il est vrai cependant que le non-usage d'une marque enregistrée peut entraîner la radiation si la marque n'a pas été utilisée en République tchèque pendant la période d'au moins cinq ans qui a précédé l'introduction de la procédure de radiation et que le titulaire de la marque n'a pas justifié le non-usage. Toutefois, cette question est sans rapport avec l'article 15:3 de l'Accord sur les ADPIC.

3. Veuillez indiquer si, en vertu de la Loi sur les marques, la nature des produits ou des services auxquels une marque doit s'appliquer peut constituer un obstacle à l'enregistrement de cette marque. Si tel est le cas, veuillez définir l'objet qui est exclu à ce titre et indiquer quelles sont les dispositions de la loi permettant de justifier les exclusions et en quoi cette pratique est compatible avec l'article 15:4 de l'Accord sur les ADPIC.

En vertu de la Loi sur les marques en vigueur, la nature des produits ou services auxquels une marque doit s'appliquer ne peut pas constituer un obstacle à l'enregistrement de cette marque au registre. Par conséquent, la protection assurée par la marque n'est absolument pas subordonnée à la nature du produit en question.

4. L'article 13 1) de la loi prévoit pour les marques une durée de protection de dix ans à compter du dépôt de la demande d'enregistrement et non pas à compter de la date à laquelle l'enregistrement est accepté. Veuillez indiquer en quoi cela est compatible avec l'article 18 de l'Accord sur les ADPIC, selon lequel les Membres de l'OMC assurent une protection d'une durée minimale de sept ans aux marques enregistrées.

La durée de la protection des marques enregistrées en République tchèque est de dix ans à compter de la date du dépôt de la demande d'enregistrement. Dans tous les cas, la durée de la protection est plus longue que celle qui est prescrite à l'article 18 de l'Accord sur les ADPIC, même si la date de départ est la date de l'enregistrement de la marque, ce qui n'est pas expressément prévu à l'article 18 de l'Accord sur les ADPIC.

5. Veuillez préciser si le titulaire d'une marque enregistrée a le droit exclusif d'empêcher des tierces parties d'utiliser des signes identiques ou similaires pour des biens ou services similaires comme le prescrit l'article 16:1 de l'Accord sur les ADPIC.

Le titulaire d'une marque enregistrée en République tchèque peut demander à un tribunal d'interdire l'utilisation de signes identiques ou similaires pour des produits ou services similaires et de faire retirer du marché les articles identifiés d'une manière qui porte atteinte à ses droits. Le droit exclusif du titulaire de la marque d'empêcher les tierces parties de porter atteinte à ses droits est également régi par d'autres dispositions de la législation en vigueur, en particulier les articles 13, 14 et 15 de la Loi n° 137/1995 du Recueil des lois.

6. Veuillez indiquer si la Loi sur les marques établit qu'un risque de confusion est présumé exister lorsqu'il s'agit de déterminer s'il y a une similarité de nature à prêter à confusion dans les

cas où il est fait usage de marques identiques pour des produits identiques, comme il est prescrit à l'article 16:1 de l'Accord sur les ADPIC. Si tel est le cas, prière d'indiquer en détail sur quoi repose cette présomption d'un point de vue juridique.

Le droit du titulaire d'une marque d'empêcher les tierces parties d'utiliser des signes identiques ou similaires pour des produits identiques ou similaires dans le cadre d'activités commerciales est considéré comme un droit absolu en République tchèque; ce droit est défini de manière plus extensive que ce que prescrit l'article 16:1 de l'Accord sur les ADPIC. Le droit du titulaire de la marque est toujours protégé, que l'usage entraîne un risque de confusion ou non. Par conséquent, en vertu de la législation tchèque en vigueur il n'est pas nécessaire de présumer qu'un risque de confusion existe.

7. Veuillez indiquer:

- **les critères utilisés en République tchèque pour déterminer si une marque est "notoirement connue";**
- **comment les marques notoirement connues enregistrées et non enregistrées sont protégées en vertu de la législation tchèque; et**
- **s'il est tenu compte de la notoriété de la marque dans la partie du public concernée obtenue par suite d'une promotion pour déterminer si elle est notoirement connue.**

Veuillez indiquer dans chaque cas en quoi les critères appliqués ou les pratiques suivies sont compatibles avec l'article 16:2 et 16:3 de l'Accord sur les ADPIC.

Le critère utilisé en République tchèque pour déterminer si une marque est notoirement connue s'inspire de l'article 6bis de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle ainsi que des pratiques et de la jurisprudence en matière de marques antérieures à 1938. La détermination de la notoriété d'une marque repose sur sa bonne réputation et son renom auprès des consommateurs et des entreprises. Dans ce contexte, l'utilisation étendue ou de longue durée et les caractéristiques de la marque sont des facteurs décisifs. Etant donné que la loi est entrée en vigueur récemment, il n'existe pas encore de jurisprudence en la matière; cependant, nous ne pensons pas que la détermination de la notoriété d'une marque présentera des difficultés particulières. Au contraire, on peut espérer, compte tenu de la continuité du système juridique que la pratique des tribunaux tchèques suivra celle des autres juridictions européennes. En ce qui concerne les décisions administratives, la pratique antérieure a été maintenue, l'autorité compétente décidant de déclarer qu'une marque est notoirement connue avant de l'inscrire au registre. Le titulaire d'une marque notoirement connue (enregistrée et non enregistrée) a le droit de s'opposer à l'enregistrement de marques dont le droit de priorité est postérieur. Outre les droits accordés aux titulaires de marques enregistrées, le titulaire d'une marque notoirement connue a le droit de faire interdire l'utilisation de sa marque ou d'un signe prêtant à confusion, que les produits ou services soient identiques ou similaires, si l'usage de la marque notoirement connue pour d'autres produits ou services dénote un rapport entre ces produits ou services et le titulaire de la marque notoirement connue, et de demander la radiation d'une marque qui bénéficierait illicitement du caractère distinctif ou de la bonne réputation de la marque notoirement connue, qui risquerait de lui porter préjudice, que la marque en cause ait été enregistrée ou non pour des produits ou services identiques ou similaires. Par ailleurs, lorsqu'un tribunal décide que l'utilisation d'une marque notoirement connue ou d'un signe prêtant à confusion constitue un acte de concurrence déloyale, le titulaire de la marque notoirement connue peut demander la radiation de la marque illicite. La loi ne précise pas comment une marque devient notoirement connue. Les examens effectués à ce jour par l'Office de la propriété industrielle montrent que la promotion est l'une des méthodes par lesquelles une marque devient notoirement connue. Il ressort de ce qui précède qu'une marque notoirement connue en République tchèque bénéficie non seulement de la protection prescrite par

l'article 16:2 et 16:3 de l'Accord sur les ADPIC, mais aussi d'une protection plus étendue compte tenu de la possibilité pour le titulaire de faire opposition et de demander la radiation pour une raison précise.

8. L'article 15 4) de la loi autorise le titulaire d'une marque à demander aux autorités douanières de suspendre l'entrée de marchandises de marque contrefaites. Veuillez indiquer comment la législation tchèque met en oeuvre les dispositions concernant les mesures à la frontière énoncées aux articles 51 à 60 de l'Accord sur les ADPIC pour les marchandises de marque contrefaites.

A la demande du titulaire d'une marque, les autorités douanières tchèques suspendent la mise en libre circulation des produits dont la marque constitue une atteinte à ses droits. Ainsi, les autorités douanières sont habilitées à prendre des mesures préventives avant de s'assurer que les marchandises sont réellement contrefaites. Une nouvelle loi est en cours d'élaboration, qui réglementera d'une façon précise les mesures à la frontière conformément aux articles 51 à 60 de l'Accord sur les ADPIC. Cette loi portant interdiction de la mise en libre circulation de marchandises contrefaites et pirates dans le cadre d'exportations, de réexportations et en régime de franchise de droits conditionnelle devrait entrer en vigueur le 1er janvier 1998 au plus tard.

9. L'article 18 1) de la Loi sur les marques précise que l'un des facteurs utilisés pour déterminer si une marque est "notoirement connue" est l'ampleur ou la durée de son utilisation pour des produits ou services de grande qualité. Veuillez indiquer comment le critère de la "grande qualité" est appliqué dans la pratique et dire en particulier s'il peut empêcher qu'une marque soit considérée comme notoirement connue.

Cette question est sans objet, car elle fait référence à la disposition relative aux marques dites renommées, qui a été abrogée par la nouvelle loi. En vertu de la législation actuellement en vigueur, l'Office d'enregistrement ne demande aucune donnée concernant la haute qualité des produits ou services identifiés par une marque pour la présentation des documents attestant que cette marque est généralement connue.

10. L'article 19 1) de la loi exige que les marques de fabrique ou de commerce soient strictement utilisées sous la forme sous laquelle elles ont été enregistrées. Veuillez indiquer en quoi cette disposition est compatible avec l'article 2:1 de l'Accord sur les ADPIC, dans la mesure où il incorpore l'article 5 C 2) de la Convention de Paris, qui dispose que seront protégées les marques employées sous une forme qui diffère par des éléments n'altérant pas le caractère distinctif de la marque dans la forme sous laquelle celle-ci a été enregistrée.

Cette question est également sans objet, car la disposition à laquelle elle fait référence a été abrogée par la nouvelle loi. La législation actuellement en vigueur ne limite en aucune façon l'obligation découlant de l'article 5 C 2) de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle; en particulier, l'enregistrement d'une marque ne peut pas être invalidé et la protection accordée ne peut pas être réduite si la forme sous laquelle cette marque est utilisée n'est pas strictement la même que celle sous laquelle elle a été enregistrée.

11. L'article 23 1) b) de la loi autorise la radiation d'une marque si le titulaire n'invoque pas une "bonne raison" pour son non-usage. Veuillez indiquer en quoi cette disposition est compatible avec l'article 19:1 de l'Accord sur les ADPIC, qui dispose que les Membres de l'OMC doivent considérer les circonstances indépendantes de la volonté du titulaire de la marque comme des raisons valables justifiant le non-usage et empêchant la radiation de sa marque pour non-usage. Veuillez également indiquer quelles "bonnes raisons" pourraient être invoquées à cet effet et, le cas échéant, préciser les décisions administratives ou judiciaires qui ont été rendues en la matière.

En vertu de la législation actuelle, il est possible de faire radier une marque pour non-usage si celui-ci n'est pas correctement justifié par le titulaire de la marque. L'Office de la propriété industrielle considère en particulier comme légitimes les raisons qui sont indépendantes de la volonté du titulaire de la marque et qui ne sont pas dues à une négligence de sa part. Il s'agit notamment de l'impossibilité involontaire de fabriquer des produits ou d'offrir des services, par exemple en cas de force majeure, c'est-à-dire résultant de forces de la nature sans intervention humaine, que ni l'attention, ni la prudence, ni un effort n'auraient permis d'éviter. Par exemple, une raison valable est celle qu'a invoquée un fabricant de produits pharmaceutiques, qui a justifié le non-usage de sa marque en raison du fait que l'organisme de contrôle des médicaments n'avait pas rendu de décision.

12. Veuillez décrire les méthodes au moyen desquelles les dessins et modèles industriels sont protégés en République tchèque, notamment:

- **la forme ou les formes de propriété intellectuelle utilisées pour protéger les dessins et modèles (exemples: brevet, droit d'auteur, systèmes *sui generis*);**
- **les conditions à remplir pour bénéficier de cette protection (par exemple, dessins et modèles nouveaux ou originaux et paramètres servant à définir ces qualités) ainsi qu'une description succincte de la procédure d'enregistrement ou d'octroi;**
- **la nature des droits accordés et la durée de la protection prévue;**
- **la nature des mesures correctives offertes aux titulaires de chacun des types de protection, en indiquant entre autres les conditions qui peuvent être imposées (par exemple, exploitation dans le commerce); et**
- **pour chacun des types de propriété intellectuelle, les éventuelles exceptions à la protection ou aux droits offerts.**

La protection des dessins et modèles industriels en République tchèque est assurée par des dispositions spécifiques entrées en vigueur le 1er janvier 1991. Il s'agit de la Loi sur les inventions, les dessins et modèles industriels et les propositions de rationalisation (n° 527/1990 du Recueil des lois).

En vertu de cette loi, les dessins et modèles industriels sont protégés uniquement d'un point de vue esthétique et non en raison de leur utilité. Est considéré comme un dessin ou modèle industriel, au sens de la loi, l'aspect extérieur d'un produit, nouveau et susceptible d'application industrielle. Constitue l'aspect extérieur d'un produit tout conditionnement à deux ou trois dimensions consistant notamment dans la forme, les contours, l'ornementation ou l'arrangement des couleurs du produit ou dans une combinaison de ces éléments.

Pour être protégé, un dessin ou modèle industriel doit être enregistré auprès de l'Office de la propriété industrielle. Au regard de la loi, la condition fondamentale à cet effet est que le dessin ou modèle industriel doit être nouveau. Conformément à l'article 38 de la loi, un dessin ou modèle industriel est nouveau sauf si, avant la date à laquelle le déposant revendique un droit de priorité, il était connu en République tchèque ou à l'étranger par les moyens accessibles au public, notamment s'il a été exposé ou décrit dans des documents publiés ou s'il a été utilisé, exposé, démontré ou présenté en public. L'autre condition à remplir est qu'il doit être susceptible d'application industrielle. En vertu de l'article 39 de la loi, un dessin ou modèle industriel est susceptible d'application industrielle s'il peut être utilisé pour une fabrication répétée.

La procédure d'enregistrement d'un dessin ou modèle industriel commence par le dépôt d'une demande d'enregistrement auprès de l'Office de la propriété industrielle. Ce dépôt donne au déposant le droit de priorité. La demande peut concerner un seul aspect extérieur d'un produit ou plusieurs aspects extérieurs de produits de genre identique ou destinés à un usage commun (demande multiple de dessin ou modèle industriel). La demande de dessin ou modèle industriel est examinée par l'Office, qui vérifie qu'il s'agit d'une nouveauté susceptible d'application industrielle. Si l'objet de la demande remplit les conditions d'enregistrement, l'Office procède à l'enregistrement au registre des dessins et modèles industriels et délivre un certificat au titulaire. L'Office fait paraître au Journal officiel un avis relatif à l'enregistrement de chaque dessin ou modèle industriel.

La durée de validité d'un enregistrement de dessin ou modèle industriel est de cinq ans à compter de la date de dépôt de la demande. La durée totale de la protection prévue est de 15 ans, la durée de validité initiale étant prolongée par l'Office de la propriété industrielle deux fois au maximum, pour des périodes de cinq ans chacune.

Les droits acquis par le titulaire d'un dessin ou modèle industriel en vertu de la loi tchèque sont exclusifs. En particulier, le titulaire a le droit exclusif d'exploiter son dessin ou modèle industriel, d'autoriser des tiers à l'exploiter ou de le céder à des tiers. Il a également le droit d'empêcher toute personne de porter atteinte à ses droits exclusifs.

La procédure d'enregistrement d'un dessin ou modèle industriel par l'Office de la propriété industrielle est régie par des principes généraux conformes à l'article 62 de l'Accord sur les ADPIC. Outre l'enregistrement des dessins et modèles industriels, l'Office est également chargé de leur annulation. Toutes les voies de recours juridiques sont ouvertes au déposant et au titulaire d'un dessin ou modèle industriel. En cas d'atteinte à ses droits, le titulaire d'un dessin ou modèle industriel peut engager une procédure civile comme le prescrit l'Accord sur les ADPIC; les tribunaux ont compétence pour les mesures provisoires ou injonctions concernant les atteintes aux droits, les dommages-intérêts ou les éléments de preuve. Une atteinte délibérée au droit du titulaire d'un dessin ou modèle industriel constitue une infraction pénale. Les sanctions incluent l'emprisonnement ou des amendes.

La législation tchèque n'exige pas que le dessin ou modèle industriel soit exploité dans le commerce.

L'article 36, paragraphe 2, de la loi énumère les éléments qui ne sont pas considérés comme des dessins ou modèles industriels et qui ne peuvent donc pas bénéficier d'une protection à ce titre: a) une solution ou conception technique, b) l'application de l'aspect extérieur connu d'un produit à un produit d'un autre genre, ou de l'aspect extérieur obtenu par agrandissement ou réduction de l'aspect extérieur connu d'un produit, c) le remplacement du matériel utilisé pour l'aspect extérieur d'un produit, d) une conception architecturale, e) l'aspect extérieur d'un produit qui ne peut être constaté que par un examen particulièrement attentif, f) la couleur, sauf si elle est utilisée en rapport avec la forme, les contours ou l'ornementation.

La législation en vigueur ne prévoit aucune exception aux droits exclusifs du titulaire d'un dessin ou modèle industriel. Les effets de l'enregistrement d'un dessin ou modèle industriel ne sont limités que lorsqu'il existe un droit d'utilisateur antérieur, qui est régi par les dispositions de l'article 60 de la loi.

13. Veuillez indiquer comment les dessins et modèles de textiles sont protégés par la loi.

Les dispositions de la deuxième partie - articles 36 à 62 - de la Loi sur les inventions, les dessins et modèles industriels et les propositions de rationalisation (n° 527/1990 du Recueil des lois) assurent la protection des dessins et modèles de textiles en République tchèque conformément à l'article 25:2

de l'Accord sur les ADPIC. Cette protection est assurée aux mêmes conditions que pour l'ensemble des dessins et modèles industriels. Si un dessin ou modèle de textile est l'oeuvre d'un auteur, il bénéficie également de la protection au titre du droit d'auteur.

14. Veuillez préciser si les indications géographiques identifiant des vins ou des spiritueux bénéficient d'une protection additionnelle par rapport aux indications géographiques identifiant d'autres produits. Si tel n'est pas le cas, veuillez indiquer en quoi la loi tchèque est compatible avec les dispositions de l'article 23 de l'Accord sur les ADPIC.

La législation actuellement en vigueur en République tchèque permet d'assurer une protection additionnelle des indications géographiques pour les vins et les spiritueux conformément à l'article 23 de l'Accord sur les ADPIC. La Loi sur la protection des appellations d'origine des produits (n° 159/1973 du Recueil des lois) et la nouvelle Loi sur les marques (n° 137/1995 du Recueil des lois) contiennent les dispositions de base en la matière. En vertu de la Loi sur la protection des appellations d'origine des produits, cette protection est assurée suite à l'enregistrement de l'appellation d'origine au registre de l'Office de la propriété industrielle. Nul n'est autorisé à faire un usage abusif d'une appellation d'origine enregistrée; en particulier, nul ne peut se l'approprier ou l'imiter, même si la véritable origine du produit est indiquée ou même si cette appellation est employée en traduction ou sous une forme modifiée, dans les cas où, en dépit de cette différence, il existe un risque de confusion, ou même si cette appellation est accompagnée d'expressions telles que "genre", "type", "imitation", etc. L'appellation d'origine enregistrée ne peut être utilisée comme dénomination générique d'un produit (article 4). Seul le détenteur de droits inscrit au registre est autorisé à utiliser une appellation d'origine enregistrée. Il peut demander au tribunal compétent d'interdire ou de faire cesser toute atteinte à ses droits. La Loi tchèque sur les marques interdit l'enregistrement de signes constitués exclusivement par des indications concernant l'origine géographique des produits. En outre, les indications susceptibles d'induire le public en erreur quant à l'origine géographique des produits ou services ne peuvent pas être enregistrées. La loi permet par ailleurs d'interdire l'enregistrement de toute indication dont l'utilisation serait contraire aux obligations contractées par la République tchèque en vertu d'accords internationaux. Conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 3 de la loi, l'Office refuse d'enregistrer une indication identique à une marque pour laquelle une demande d'enregistrement a été déposée ou qui a été enregistrée au bénéfice d'un autre titulaire ayant un droit de priorité pour des produits ou services identiques ou similaires, par exemple lorsque cette indication contient des éléments d'une indication pour laquelle une demande d'enregistrement a été déposée ou d'une marque enregistrée qui sont de nature à créer une confusion. L'Office procède à la radiation d'une marque du registre s'il constate, au cours d'une procédure engagée à la requête d'un tiers ou de sa propre initiative, que la marque a été enregistrée contrairement aux dispositions de la loi. La République tchèque prévoit les moyens juridiques permettant d'empêcher l'utilisation d'indications géographiques identifiant des vins ou des spiritueux pour des vins et des spiritueux qui ne sont pas originaires du lieu indiqué par les indications géographiques en question; la législation assure également une protection contre la concurrence déloyale en définissant précisément les cas où il y a étiquetage de nature à induire en erreur (article 46 de la Loi n° 513/1991 du Recueil des lois).

15. L'article 16 3) de la Loi sur les marques prévoit que le titulaire d'une marque doit donner son accord pour l'usage d'un signe identique ou dont la similarité est de nature à prêter à confusion qui, dans les deux années précédant le dépôt de la demande, est devenu caractéristique de produits ou services identiques ou similaires de son détenteur qui en fait usage dans la République tchèque. Veuillez indiquer en quoi cette disposition est compatible avec l'article 16:1 de l'Accord sur les ADPIC, qui donne au titulaire de la marque le droit exclusif d'empêcher les tiers de faire usage de signes identiques ou similaires pour des produits ou des services identiques ou similaires à ceux pour lesquels la marque de fabrique ou de commerce est enregistrée.

En vertu de la Loi sur les marques, le titulaire d'une marque non enregistrée est protégé dans des conditions strictement définies et, à cet égard, l'exercice des droits moraux du titulaire d'une marque peut être limité lorsque celui-ci entre en conflit avec l'exercice des droits découlant de l'usage effectif d'une marque constaté après consultation des milieux d'affaires. A l'heure actuelle, les droits du titulaire d'une marque non enregistrée sont similaires à ceux de l'utilisateur antérieur en matière de brevets. La limitation de l'effet de l'enregistrement à l'égard du titulaire d'une marque non enregistrée ne constitue pas une atteinte au droit par ailleurs absolu conféré par l'article 16:1 de l'Accord sur les ADPIC.

16. L'article 15 2) de la Loi sur les marques confère au titulaire d'une marque enregistrée le pouvoir d'empêcher les tierces parties agissant sans son consentement d'utiliser une marque identique ou similaire pour des produits ou services identiques à ceux pour lesquels l'enregistrement a été accordé. On ne sait pas bien toutefois si le titulaire d'une marque enregistrée a ce même pouvoir lorsqu'il s'agit de produits ou de services qui sont similaires à ceux pour lesquels l'enregistrement a été accordé. Veuillez indiquer si tel est le cas en droit tchèque et, si tel n'est pas le cas, en quoi cette pratique est compatible avec l'article 16:1 de l'Accord sur les ADPIC.

Cette question est identique à la question 5 et la réponse est donc la même. Dans tous les cas, le titulaire d'une marque enregistrée a le droit d'en faire interdire l'usage si les produits ou services ne sont pas identiques mais seulement similaires à ceux pour lesquels l'enregistrement de la marque a été accordé.

17. L'article 7 4) de la Loi sur les marques dispose que les marques collectives ne peuvent être utilisées conjointement avec une marque individuelle ou avec le nom d'une personne morale que dans la mesure où l'origine des produits portant ladite marque apparaît clairement. Veuillez indiquer en quoi cette disposition est compatible avec l'article 20 de l'Accord sur les ADPIC, qui dispose que l'usage d'une marque de fabrique ou de commerce ne sera pas entravé de manière injustifiable par des prescriptions spéciales, telles que l'usage simultané d'une autre marque ou l'usage sous une forme spéciale.

Cette question concernant l'usage d'une marque collective porte sur une disposition de la loi tchèque qui a été abrogée. A l'heure actuelle, conformément à l'article 20 de l'Accord sur les ADPIC, il n'y a pas d'obligation d'utiliser une marque collective conjointement avec une marque individuelle.

V. REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LE JAPON

1. Etant donné qu'il n'est pas clairement indiqué dans la Loi sur les inventions, les dessins ou modèles industriels et les propositions de rationalisation que les dessins et modèles de textiles sont protégés conformément aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC, veuillez expliquer comment ils le sont au titre de cette loi ou de toute autre loi relative au droit d'auteur. Par ailleurs, veuillez expliquer quel est le système en vigueur ou la pratique suivie, en particulier pour ce qui concerne le coût, l'examen ou la publication, afin que la possibilité de demander et d'obtenir la protection des dessins et modèles de textiles ne soit pas indûment compromise (voir paragraphe 2 de l'article 25 de l'Accord sur les ADPIC).

La protection des dessins et modèles de textiles dans la République tchèque est assurée conformément à l'article 25:2 de l'Accord sur les ADPIC et est régie par les dispositions de la deuxième partie - articles 36 à 62 - de la Loi sur les inventions, les dessins et modèles industriels et les propositions de rationalisation (n° 527/1990 du Recueil des lois). Cette loi ne contient pas de dispositions spécifiques relatives aux dessins et modèles de textiles. La protection est assurée aux mêmes conditions que pour l'ensemble des dessins et modèles industriels en ce qui concerne l'aspect extérieur. La possibilité d'obtenir la protection n'est pas subordonnée à des conditions indûment contraignantes pour le déposant. Pour être considéré comme un dessin ou modèle industriel, l'objet doit être nouveau et susceptible

d'application industrielle. Toute demande de dessin ou modèle est déposée auprès de l'Office de la propriété industrielle pour examen. L'Office vérifie si l'objet de la demande de dessin ou modèle industriel est nouveau et susceptible d'application industrielle. La protection résulte de l'enregistrement du dessin ou modèle industriel au registre des dessins et modèles industriels de l'Office. Celui-ci fait paraître au Journal officiel un avis relatif à l'enregistrement.

En vertu du décret pertinent, la taxe administrative à payer pour le dépôt d'une demande de dessin ou modèle industriel contenant un dessin ou modèle, y compris l'obtention d'un certificat d'enregistrement, la publication de l'avis d'enregistrement au Journal officiel et une protection pendant les cinq premières années, est de 1 000 couronnes. Pour une demande multiple, pouvant contenir jusqu'à 20 variantes de dessins ou modèles, la taxe est de 2 900 couronnes.

Si le dessin ou modèle de textile est considéré comme l'oeuvre d'un auteur, il est également protégé au titre du droit d'auteur.

2. Le terme "vendre" ne figure pas dans la liste des actes concernant les dessins et modèles industriels couverts par l'article 56 de la Loi sur les inventions, les dessins ou modèles industriels et les propositions de rationalisation. Si l'expression "places such product on the market" (dans la version anglaise) signifie la même chose que "vendre", veuillez expliquer ce qui différencie ces termes (voir paragraphe 1 de l'article 26 de l'Accord sur les ADPIC).

En vertu de la Loi sur les inventions, les dessins et modèles industriels et les propositions de rationalisation, la vente de produits fabriqués au moyen du dessin ou modèle industriel enregistré constitue une forme d'exploitation de ce dessin ou modèle industriel conformément à l'article 56 de la loi, où ce mode d'exploitation est décrit par l'expression "met un tel produit sur le marché". L'exploitation du dessin ou modèle industriel est un droit exclusif du titulaire. En vertu de la loi tchèque, qui est pleinement conforme à l'article 26:1 de l'Accord sur les ADPIC, le titulaire d'un dessin ou modèle industriel a le droit d'empêcher des tiers agissant sans son consentement de fabriquer, de vendre ou d'importer des produits portant atteinte à ses droits exclusifs. L'expression "met sur le marché", outre le sens classique de "vendre", s'entend également de toute autre activité économique permettant à un nombre illimité de parties intéressées d'avoir accès aux produits (par exemple sur la base d'un contrat de location, de location-vente, etc.).

3. En République tchèque, la durée initiale de la protection offerte est inférieure à dix ans et il n'est pas possible de demander un renouvellement anticipé au moment de l'enregistrement. Il se peut donc que la durée de protection soit inférieure à dix ans lorsque la première période s'est écoulée et que le rétablissement du droit n'est pas autorisé ultérieurement. Cela n'est-il pas contraire à l'esprit du paragraphe 3 de l'article 26 de l'Accord sur les ADPIC?

Les dispositions régissant les dessins et modèles industriels offrent au titulaire d'un dessin ou modèle industriel une protection pendant une durée pouvant aller jusqu'à 15 ans, soit cinq ans de plus que ce que prescrit l'article 26:3 de l'Accord sur les ADPIC. Conformément aux dispositions de l'article 54 de la Loi sur les inventions, les dessins et modèles industriels et les propositions de rationalisation, la durée de validité initiale d'un enregistrement est de cinq ans et elle est prolongée par l'Office de la propriété industrielle deux fois au maximum, pour des périodes de cinq ans chacune, si le titulaire en fait la demande. Aucun refus ne peut être opposé à la prolongation de la durée de la protection; le choix est laissé à l'entière discrétion du titulaire du dessin ou modèle industriel et non à celle de l'Office de la propriété industrielle. A cet égard, il convient de noter que, dans le texte en tchèque faisant foi, l'expression figurant au paragraphe 2 de l'article 54 de la Loi n° 527/1990 du Recueil des lois correspond à "est". Il n'existe aucune disposition permettant de refuser la prolongation de la durée de protection si le titulaire du dessin ou modèle industriel la demande conformément à l'article 54, paragraphe 3, de la loi.